

FORÊTS DU PAYS DE GUÉRET ■ La Charte signée en mars 2010 a vu l'exploitant forestier et l' élu s'accorder enfin

Le dialogue porte, même au fond du bois

Grâce à la Charte signée sur le pays de Guéret, les exploitants forestiers et les autres usagers de la forêt ont appris à se parler. Au bénéfice de tous.

Éric Donzé
eric.donze@centrefrance.com

Laurent Rivière n'est pas le genre d'homme à se bercer d'illusions. Cet agent de l'Office national des forêts (ONF) a passé trop de temps au fond des bois pour savoir la valeur d'un bout de papier. Oui, la Charte forestière du pays de Guéret, qu'il a mis tant d'énergie à bâtir, a été ratifiée...

Mais, sans personne pour la faire vivre, elle aurait fini dans les oubliettes des bonnes intentions. Avec tant d'autres.

Car cette charte, signée en mars 2010 (voir ci-dessous) n'est pas opposable : elle ne s'impose pas à ceux qui l'ont signée. Elle engage juste leur bonne volonté. Et pourtant... ça marche !



EXPLOITATIONS. Sur la quarantaine de chantiers menés depuis la signature de la Charte, moins de 10 % se sont passés hors des procédures prévues par la Charte. Signe de son efficacité. PHOTO : ARCHIVES

Tous ont été réunis sur un fichier que les exploitants peuvent consulter en ligne et, en plus, ces élus ont été et sont formés à tous les rouages de la forêt. Désormais, tout le monde parle la même langue ». Et c'est ainsi que les élus ont pu indiquer des circuits à emprunter et à éviter pour les grumiers, les zones possibles de stockage, les berges de ruisseau et les sentiers à préserver...

Guéret, suivi de loin...

« Les entrepreneurs ont même pu régler des problèmes qui se posaient à eux. Comme celui-ci qui s'est aperçu qu'il avait acheté une coupe sans zone de stockage à Gartempe. C'est l' élu qui lui a proposé de stocker sur une parcelle à lui. À Savennes, les élus ont vu un chantier dégrader un chemin... mais aussi l'exploitant le restaurer parce que l'état des lieux lui avait fait prévoir ce risque et il avait provisionné la somme pour... »

Bref, une Charte qui a pris vie et fonctionne au point d'inspirer d'autre massif que Guéret : du côté de Bourgneuf-Royère, de l'Auvergne et d'ailleurs, on suit l'expérience guéretoise avec intérêt. Une forêt, donc, où les bouts de papier veulent dire quelque chose. À tel point que le Pays de Guéret et les syndicats SEFSIL et EDT (*) ont décidé de re-signer ensemble, mardi dernier, une convention de partenariat, pour donner encore plus d'efficacité à la Charte qui les lie déjà. ■

(*) SEFSIL : Syndicat des exploitants forestiers et scieurs industriels du Limousin. EDT : Syndicat des entrepreneurs des territoires du Limousin.

Un code de bonne conduite respecté

« Et ça marche parce qu'on a ouvert un dialogue entre des gens qui ne se parlaient pas », analyse Laurent Rivière que l'ONF a délégué totalement à l'animation de cette Charte. Le chapitre de l'exploitation forestière illustre ce « bon fonctionnement ». « En gros, on avait trois mondes, décrit l'animateur : l'exploitant qui venait,

coupait et partait. L' élu, qui se désolait de l'état de ses chemins. Et le grand public qui trouvait ces coupes bien laides. Le tout a été de les mettre autour de la même table ».

Encore fallait-il de la bonne volonté : « Nous avons eu la chance que le secteur de l'exploitation forestière se réorganise avec la création de syndicats régionaux – notamment le SEFSIL (*) – en quête de visibilité, d'image à restaurer et de crédibilité. Pour eux, la Charte, bien que limitée au Pays de Guéret, devait être une vitrine ».

Le tour de table a donc eu lieu. L' élu a alors découvert l'exploitant et ses nécessités. Et inversement. On dressa donc, en-

semble, un code des bonnes pratiques. Et un mode d'emploi avant, pendant et après l'exploitation.

Le bon grain et l'ivraie

Mais, là encore, il ne s'agissait que de papier... « Au début, illustre Laurent Rivière, c'est simple : à chaque fois que je voyais un chantier forestier, j'appelais l' élu concerné en lui demandant s'il était au courant. Sinon, il débarquait. Et s'il y avait dégradations, le risque était réel de voir le gendarme dans son sillon ». C'est ainsi que les déclarations de chantiers se sont multipliées, avec établissement d'état des lieux avant l'exploitation et visite avec l' élu à la fin.

Au 15 juin 2011, sur la quarantaine de chantiers qui ont été ouverts depuis la signature de la Charte, seulement trois n'auraient pas rempli ces obligations. « On sait qui c'est, on les a repérés et on fera le tri, assure Laurent Rivière. Cela permettra aussi à la profession, et notamment le SEFSIL, de séparer le bon grain de l'ivraie ». Pour l'ivraie, les visites des forces de l'ordre pour verbaliser les manquements devraient donc se multiplier.

Pour les autres, les échanges ont été d'autant plus fructueux que la Charte a prévu un fonctionnement sans temps mort : « Chaque commune a désigné un élu référent pour la forêt.

CHARTe EN PROGRÈS

LES PROJETS ■ Moto, déchets, Europe, plants

Laurent Rivière mène une foule de projets autour de la Charte qu'il anime : il travaille avec les moto-clubs pour un bon usage des sentiers forestiers, avec des lycéens pour réaliser un film sur les déchets des randonneurs et il a inscrit le Pays de Guéret dans le programme européen RobinWood. Un outil d'échange d'expériences financées par l'Union européenne entre Guéret, un pays de Calabre et un autre de Roumanie autour de la sensibilisation à la forêt. Le volet français sera « la sensibilisation du propriétaire forestier » afin d'inciter à bien entretenir les parcelles et à replanter. ■

Pour que le grand public soit informé

PANNEAUX. L'un des alinéas de la Charte est d'afficher les détails des chantiers d'exploitation forestière afin que le grand public sache bien ce qui est fait et pour quoi cela se fait. L'occasion, aussi, de bien lui faire comprendre que, sans exploitation, les forêts ne leur seraient pas accessibles.



Une charte pour mieux se partager la forêt

La Charte forestière de territoire du pays de Guéret (CFT) est un couteau suisse affûté pour partager aux mieux les usages de la forêt entre ses différents acteurs. Car ces bois sont lieux économiques, on y plante et on y coupe des arbres. Ils sont des propriétés privées. Des lieux de loisirs pour les randonneurs à pied, à cheval, en moto... Pour le chercheur de champignons et le simple fait d'aller prendre l'air à proximité de la zone urbaine de Guéret. Ce sont enfin des éléments forts de paysage et des bases environnementales essentielles pour l'écodiversité, le fait de figer le CO2, l'écoulement des eaux ou l'érosion des sols... Sauf que chaque usager prenait à la forêt, indifférent aux autres. C'est tout l'esprit de cette CFT innovante bâtie, entre 2008 et 2010, par Laurent Rivière sur le périmètre des 16.450 hectares de bois des 44 communes du Pays de Guéret : mettre autour de la même table tous les acteurs de la forêt de ce territoire afin qu'ils concilient au mieux leurs usages. Que l' élu apprenne à connaître l'exploitant forestier et ses nécessités. Et inversement. Que la conduite d'engin ne dévaste pas les chemins... Ou, si elle le fait, que la somme pour le restaurer ait été provisionnée. Que le randonneur respecte l'environnement. Que le transporteur de grumes emprunte le chemin pouvant supporter son poids. Que le propriétaire soit incité à replanter et que ses plantations soient respectées par le promeneur... ■